

**CONSULTATION N°25-AL022CCH**

**CONCESSION DE SERVICE PORTANT SUR LA MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC DE  
L'AP-HP ET L'EXPLOITATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS CHAUDES ET  
FRAICHES AINSI QUE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LES SITES DE COCHIN-PORT-ROYAL  
ET HÔTEL-DIEU**

Contrat passé en application de l'article L3121-1 du Code de la commande publique

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Objet et forme du contrat.....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet du contrat.....	4
2.2 Forme du contrat.....	4
<b>Article 3 : Allotissement.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Pièces constitutives du contrat.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 : Durée du contrat.....</b>	<b>5</b>
5.2 : Date de fin d'exécution.....	5
5.3 : Reconduction du contrat.....	5
<b>Article 6 : Cession et subdélégation.....</b>	<b>5</b>
6.1 Cession.....	5
6.2 Subdélégation.....	5
<b>Article 7 : Exécution commerciale.....</b>	<b>6</b>
7.1 Proposition commerciale.....	6
7.2 Révision du prix des produits à la vente.....	6
7.3 Autres charges.....	7
7.4 Modalités de paiement de la redevance.....	7
7.5 Echancier.....	8
<b>Article 8 : Responsabilité du concessionnaire.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 9 : Contrôle exercé par l'autorité concédante.....</b>	<b>9</b>
9.1 Contrôle.....	9
9.2 Rapport annuel.....	10
9.2.1 Les données comptables.....	10
9.2.2 L'analyse de la qualité du service.....	11
9.2.3 Le compte rendu financier.....	11
9.2.4 Le compte rendu technique (liste non exhaustive).....	12
9.3 Rapport trimestriel.....	12
<b>Article 10 : Obligations du concessionnaire.....</b>	<b>12</b>
10.1 Dispositions générales.....	12
10.2 Conditions d'exploitation.....	13
10.3 Assurances.....	13

<b>Article 11 : Dispositions relatives aux locaux .....</b>	<b>14</b>
11.1 Aménagement.....	14
11.2 Etat des lieux .....	15
11.3 Les fluides .....	15
11.4 Réparation et entretien.....	15
<b>Article 12 : Dispositions relatives au matériel .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 13 : Caractéristiques des produits à la vente .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 14 : Dispositions relatives à la fin du contrat.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 15 : Résiliation .....</b>	<b>17</b>
15.1 Résiliation anticipée pour faute.....	17
15.2 Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général .....	17
15.2 Autres cas de résiliation anticipée.....	18
15.2.1 Redressement et liquidation judiciaire .....	18
15.2.2 Force majeure.....	18
<b>Article 16 : Pénalités.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 17 : Litiges .....</b>	<b>19</b>

## **Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur**

### **L'ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS (APHP)**

#### **Etablissement d'hospitalisation**

dont le siège est situé au 55 Boulevard Diderot – 75012 Paris  
représentée par Nicolas Revel agissant en qualité de Directeur général.

## **Article 2 : Objet et forme du contrat**

### **2.1 Objet du contrat**

Le contrat de concession de services a pour objet la mise à disposition du domaine public de l'AP-HP et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes et fraîches ainsi que de denrées alimentaires pour les sites de Cochin-Port-Royal et Hôtel-Dieu.

### **2.2 Forme du contrat**

Le présent contrat est un contrat de concession de services (article L1121-3 du Code de la commande publique).

Il est caractérisé par :

- L'occupation privative du domaine public ;
- L'accord de volonté entre l'administration est l'occupant ;
- L'autorisation pour occupation du domaine public ;
- L'exploitation commerciale.

Il comprend :

- L'aménagement des locaux ;
- L'exécution sous la seule responsabilité du titulaire des travaux liés à l'aménagement des locaux, au renouvellement des infrastructures et équipements, en tant que de besoin et dans les limites de responsabilités fixées dans le présent cahier des charges ;
- L'exploitation commerciale.

## **Article 3 : Allotissement**

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce contrat est global. En effet, un allotissement de ce contrat aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

## **Article 4 : Pièces constitutives du contrat**

Les documents contractuels qui constituent le contrat, soumis aux dispositions du code de la commande publique, prévalent dans l'ordre suivant :

Pièces particulières :

- Le contrat de concession ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) accepté sans aucune modification ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) accepté sans aucune modification ;
- Le cadre de réponse technique ;
- L'annexe 1 « Produits\_essentiels » ;
- L'annexe 3 « Liste-Distributeurs » ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Tout document déposé avec l'offre.

Le titulaire déclare parfaitement connaître l'ensemble de ces documents.

## **Article 5 : Durée du contrat**

Le contrat commence à s'exécuter à compter :

☒ Du 01/06/2025 ou à défaut à sa date de notification.

### **5.2 : Date de fin d'exécution**

Le contrat prend fin :

☒ Le 30/04/2029.

### **5.3 : Reconduction du contrat**

Le contrat est reconductible par reconduction expresse 2 fois pour une période de 12 mois sans que sa durée ne puisse dépasser 84 mois (7 ans).

## **Article 6 : Cession et subdélégation**

### **6.1 Cession**

Toute cession fait l'objet d'une autorisation préalable de l'AP-HP, donnée par la Direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité. Dans le cas où l'AP-HP accepte la cession envisagée, celle-ci donne lieu à un acte de cession passé entre le cédant et le cessionnaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que notamment la durée, la nature de la mission confiée au concessionnaire, et les conditions financières de la concession.

Le cessionnaire est entièrement subrogé dans les droits et obligations du cédant et doit s'engager à reprendre intégralement à l'égard de l'autorité concédante, l'exécution de toutes les obligations découlant du présent contrat et des éventuelles concessions conclues pour son exécution.

### **6.2 Subdélégation**

Le concessionnaire gère personnellement les équipements et ouvrages mis à sa disposition ainsi que le service auquel ils servent de support.

Il est l'interlocuteur unique de l'autorité concédante, y compris pour les missions qui seraient subdéléguées à un tiers, avec l'accord préalable écrit de l'autorité concédante, conformément aux articles R.3134-1 à R. 3134-3 du Code de la commande publique.

Le concessionnaire ne peut subdéléguer l'intégralité de sa mission.

A cet égard, la demande d'autorisation émanant du concessionnaire doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir le projet de contrat de sous-concession et ses éventuelles annexes faisant clairement ressortir :

- La mission que le concessionnaire envisage de subdéléguer ;
- Les modalités détaillées de rémunération du sous-concessionnaire ;
- Toutes les obligations de service et autres imposées par le présent contrat ;
- Un contrôle identique à celui du concessionnaire imposé au sous-concessionnaire selon les modalités prévues Dans le présent contrat.

Le dossier de demande d'autorisation doit permettre à l'autorité concédante d'apprécier si le candidat à la sous-concession présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la mission qu'il est envisagé de lui subdéléguer, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public. Les renseignements à fournir seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des opérateurs économiques à la présente concession de service au stade de l'appel à candidature.

L'autorité concédante disposera, pour se prononcer, d'un délai de quatre (4) mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de sous-concession. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

Si la sous-concession est acceptée, tous les éléments d'information et documents communiqués par le sous-concessionnaire au titre de son contrôle, devront être produits par le concessionnaire dans son rapport annuel d'activité en consacrant un chapitre particulier à la mission subdélégée.

## **Article 7 : Exécution commerciale**

### **7.1 Proposition commerciale**

Le concessionnaire s'engage à faire bénéficier le personnel hospitalier sur présentation du badge d'identification professionnel d'une remise de **30%** sur tous les produits des Distributeurs Automatiques.

### **7.2 Révision du prix des produits à la vente**

Les prix sont fermes la première année d'exécution de la concession.

La révision des prix des produits vendus ne peut se faire qu'annuellement, à la date anniversaire du contrat de concession, après envoi d'un courrier de demande d'accord à la Cellule des Marchés du GHU APHP. Centre Université Paris Cité à l'adresse :

**Hôpital Cochin – Cellule des Marchés–  
Bâtiment le Cloître Porte 4 2ème étage 123 Boulevard Port-Royal - 75014 PARIS**

La demande de révision des prix devra parvenir à la cellule des marchés deux mois avant la date anniversaire du contrat.

La formule de révision est basée sur l'indice INSEE suivant :

**Nomenclature Coicop : 01 - Produits alimentaires et boissons non alcoolisées**

$$P = P0 \times (0,15 + ((0,85 \times \frac{\text{Coicop01}}{\text{Coicop01M0}})))$$

Sigle	Signification
M0	Mois du dépôt de la dernière offre ou de la dernière révision.
P	Prix révisé
P0	Prix au mois M0
Coicop01M0	Indice mensuel du prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées au mois M0
Coicop01	Dernier indice publié connu à la date anniversaire du marché (c'est-à-dire de sa date de début prévue ou, à défaut de sa date de notification)

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit de refuser une hausse supérieure à l'indice des prix à la consommation.

### 7.3 Autres charges

Le chauffage, l'éclairage, les consommations d'eau et d'électricité sont à la charge du concessionnaire. La facturation est annuelle. Ces dépenses seront calculées au prorata du nombre de m<sup>2</sup> et des coûts standards du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ou en fonction des consommations réelles constatées.

Le concessionnaire acquitte les impôts et taxes présents et à venir liés à l'exploitation des surfaces, notamment les taxes foncières et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et à tout impôt auquel le GHU APHP. Centre Université Paris Cité serait assujéti du fait de l'exploitation commerciale du local (taxe foncière...).

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ni prétendre à indemnité en cas d'interruption Dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

### 7.4 Modalités de paiement de la redevance

Les paiements, redevances et remboursements des frais seront effectués à l'ordre du Trésorier Payeur Général de l'AP - HP Dans un délai de 45 jours suivant réception des factures, au compte :

Banque de France ouvert sous le numéro : **W7530000000 - Code banque : 30001 - Code guichet : 00064 - Clé : 37.**

Le paiement d'avance et annuel de cette redevance, à raison de son montant, peut être versée par acomptes.

Cette redevance minimum garantie sera payable d'avance par trimestre et par quart, le 1er janvier ; 1er avril, 1er juillet et 1er octobre de chaque année à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

Le déclaratif du chiffre d'affaires doit être envoyé à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité. Le titre de recette est alors émis par Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité et est payé Dans un délai de 45 jours après réception.

La différence entre le minimum garanti et la redevance résultant du chiffre d'affaires sera payée en une seule fois, chaque année dans le courant du mois de juin suivant l'exercice écoulé auquel se rapporte la redevance.

Le concessionnaire s'engage à justifier à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité, du montant des chiffres d'affaires pour chaque activité, dès le 1er trimestre de l'année suivante, par communication des pièces comptables de l'activité commerciale, et à toute époque, de sa comptabilité et notamment des déclarations fiscales.

Il est entendu, en outre, que faute par le concessionnaire de payer à son échéance et après une mise en demeure adressée par lettre recommandée, avec accusé de réception et restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours, la redevance sus indiquée, outre les pénalités, il pourra être mis fin au contrat.

### **7.5 Echancier**

- La première année, le concessionnaire verse, 30 jours calendaires après la date de début de la concession, d'une part, une redevance fixe au prorata de l'année en cours, et d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% des estimations de chiffre d'affaires établies dans son offre. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée avant le 28 février de l'année suivante au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.
- Les années suivantes : le concessionnaire verse, avant le 30 janvier, d'une part, une redevance fixe et, d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% de la redevance de l'année précédente. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée avant le 28 février de l'année suivante au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.
- La dernière année : le concessionnaire verse, avant le 30 janvier, d'une part, une redevance fixe au prorata de la durée restante de la concession et, d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% de la redevance de l'année précédente au prorata de la durée restante de la concession. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée au plus tard 30 jours après la fin de la concession au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 8 : Responsabilité du concessionnaire**

Le concessionnaire agissant en qualité de commerçant indépendant, reconnaît que l'exploitation de l'activité sur l'emplacement le sera à ses frais, risques et périls. Il appartient au



concessionnaire d'indiquer dans son mémoire technique les mesures de sécurisation qui seront mise en œuvre.

Le concessionnaire est, en particulier seul responsable de la gestion financière, notamment vis à vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, de l'administration fiscale, et de tout autre créancier public ou privé.

Le concessionnaire doit pouvoir justifier auprès de l'AP-HP qu'il a obtenu les autorisations nécessaires pour exploiter son activité sur l'emplacement concédé avant de commencer cette activité.

Le concessionnaire est seul responsable de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

L'AP-HP ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des malversations, destructions, vols, infractions ou autres dommages éventuels ayant pour origine des patients ou des visiteurs de l'établissement.

Tout salarié est employé régulièrement en application du droit du travail. Le personnel est soumis aux dispositions du Règlement Intérieur de l'APHP

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité du groupe hospitalier, ni prétendre à indemnité en cas d'interruption Dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

Si le GHU APHP. Centre Université Paris Cité doit exécuter des travaux et qu'il en résulte pour le concessionnaire une gêne temporaire supérieure à 30 jours pour les DA, le montant de la redevance minimum ainsi que la durée de la concession définie aux articles 1 et 3 du présent cahier des clauses particulières seraient revues au prorata-temporis, jusqu'à la disparition du trouble de jouissance.

## **Article 9 : Contrôle exercé par l'autorité concédante**

### **9.1 Contrôle**

La qualité du service doit être garantie dès la mise en service par le concessionnaire et pendant toute la durée du contrat.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité procède à la constatation de la bonne exécution des prestations par le concessionnaire, vérifie et contrôle le respect des conditions techniques et financières de l'exploitation.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit d'effectuer par l'intermédiaire des représentants de son choix et de tout organisme extérieur mandaté par lui, une surveillance technique des matériels fournis ainsi qu'administrative et financière de la gestion du service.

Les représentants de l'autorité concédante, dûment accrédités, auront libre accès aux espaces mis à disposition et aux matériels fournis. Ils pourront prendre connaissance et/ou se faire communiquer l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Le concessionnaire sera tenu de collaborer et de faciliter les vérifications effectuées par l'autorité concédante ou ses représentants habilités. Le concessionnaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du contrat, à répondre à leurs questions, et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par les auditeurs, sont opposables au concessionnaire sous réserve que les contrôles soient effectués contradictoirement.

L'autorité concédante conserve le contrôle du service et doit obtenir du concessionnaire tous les renseignements et informations nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Un point commercial est à réaliser régulièrement pour un suivi commercial de la prestation distribution automatique (évolution du CA, rapports activités animations et promotions, résultats audits qualité, changements de carte ou de planogramme...).

## **9.2 Rapport annuel**

En application de l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique, le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

En application des articles R.3131-2 à R.3131-5 du Code de la commande publique, le concessionnaire adresse à la direction du groupe hospitalier, chaque année, un rapport d'information comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat, ainsi qu'une analyse de la qualité du service rendu.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'AP-HP d'apprécier les conditions d'exécution du service. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues, par le concessionnaire, à la disposition de l'autorité concédante Dans le cadre de son droit de contrôle et ce à tout moment.

Ce rapport d'exploitation est transmis chaque année avant le 31 janvier de l'année N+1, avec le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'année N afin de permettre le calcul du solde de la redevance d'occupation.

Le présent rapport comprend notamment : les données comptables, l'analyse de la qualité du service et les compte rendu financier et technique.

### **9.2.1 Les données comptables**

- Le compte semestriel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente, au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité

analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées Dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;

- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ; les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre, sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues Dans le cadre du contrat ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement, réalisées dans l'année, conformément aux obligations contractuelles ; renouvellement ayant préalablement fait l'objet d'une approbation du représentant de l'hôpital dûment mandaté ;
- L'ensemble des données comptables transmises servant notamment de base au calcul des redevances doit être validé par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes de la société.

#### 9.2.2 L'analyse de la qualité du service

- Tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures prises seront proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers ;
- La qualité des services est appréciée au travers des indicateurs proposés par le concessionnaire ou demandé par l'autorité concédante et défini contractuellement. Il devra notamment faire apparaître les plaintes catégorisées par nature (financière, technique, qualité, délais d'attente...) et les délais de réponses et de résolution des dysfonctionnements.

#### 9.2.3 Le compte rendu financier

- **Analyse des dépenses et des recettes**

Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'Exercice ; il met en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières du contrat sont réunies.

Il précise en outre :

- **Au chapitre des dépenses** : le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation), des charges d'investissement et des charges de renouvellement rendues nécessaires et leurs évolutions par rapport à l'exercice antérieur, ainsi que le montant des redevances versées à l'AP-HP ;
- **Au chapitre des recettes** : le détail des recettes d'exploitation réparties suivant leur type et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Doivent notamment être précisées à ce titre, les sommes perçues auprès des usagers (par catégorie de tarifs, ainsi que leur mode de détermination et leur évolution).
- **Un compte de résultat** : le concessionnaire produit les comptes de l'exploitation du service concédé afférents à chacun des exercices écoulés. Il est utilisé, à cet effet, la

notion de compte de résultat défini Dans le plan comptable général applicable aux entreprises privées.

Ce compte comporte :

- **Au crédit** : les produits de service revenant au concessionnaire et les compensations éventuelles versées à l'AP-HP ;
- **Au débit** : Les dépenses propres à l'exploitation, y compris le plan prévisionnel d'amortissement des ouvrages et matériels, ainsi que les impositions afférentes à l'exploitation des services objets du présent contrat.

A l'issue du contrat, le concessionnaire transmet une synthèse de l'ensemble des éléments ayant marqué le déroulement du présent contrat.

#### **9.2.4 Le compte rendu technique (liste non exhaustive)**

- Evolution de la fréquentation, en semaine et le Week-end, avec répartition des clients ;
- Evolution de l'activité presse, boutique, cafétéria, distributions automatiques ;
- Composition du panier moyen ;
- Pannes, incidents techniques, réclamations et autres ;
- Action réalisée Dans le cadre de la participation à la vie du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ;
- Maintenance, dépannage, nettoyage, désinsectisation...
- Renouvellement des appareils.

Des justificatifs peuvent être demandés par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

### **9.3 Rapport trimestriel**

Le concessionnaire transmet à chaque trimestre échu au GHU APHP Centre Université Paris Cité un relevé financier par activité, sous forme d'un tableau comportant notamment le chiffre d'affaires réalisé par poste, en Euros HT et TTC, le taux de redevance appliqué et le montant de la redevance HT, TVA et TTC.

En cas de retard ou de non présentation des rapports, des pénalités sont appliquées, par jour de retard. Voir l'article relatif aux pénalités du présent document.

## **Article 10 : Obligations du concessionnaire**

### **10.1 Dispositions générales**

L'aménagement, l'installation, la gestion et l'exploitation des Distributeurs Automatiques sont exécutées sous l'entière responsabilité du concessionnaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières pour l'exécution des prestations.

Le concessionnaire fait son affaire des autorisations nécessaires à l'exploitation des installations notamment auprès des services vétérinaires et des services de la Préfecture de Paris et s'assure que les installations sont conformes aux normes de sécurité et d'hygiène en vigueur au jour de leur mise en exploitation, et à l'occasion de l'évolution de ces normes.

Le concessionnaire acquitte les impôts et taxes présents et à venir liées à l'exploitation de la concession, notamment les taxes foncières et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et à tout impôt auxquels l'AP - HP serait assujéti du fait de l'exploitation commerciale du local (taxe foncière...).

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes, retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services. Ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service.

L'inventaire et l'état des lieux des équipements et infrastructures sont réputés avoir été établis à l'initiative et sous la seule responsabilité du concessionnaire dès qu'il en a pris possession.

Les locaux doivent être garnis par l'exploitant, pendant toute la durée de leur concession, de matériel et de marchandises d'une valeur suffisante pour répondre au paiement de la redevance et des charges stipulées dans la concession.

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers par le bruit de ses équipements, l'approvisionnement des points de vente ou des distributeurs.

Le concessionnaire est autorisé, dans l'enceinte du local mis à disposition, à apposer toute enseigne ou affiche portant sa marque commerciale en conformité avec le projet présenté et après entente préalable entre les parties. En dehors de cet espace, aucune publicité et distribution de tract n'est autorisé.

Le concessionnaire peut apposer le sigle commercial lui appartenant sur les supports et petits matériels d'exploitation, tels que plateaux, couvert assiettes, gobelets.

Il est strictement interdit de tracter ou afficher des communications publicitaires liées à un produit, une marque, ou un évènement Dans tous les locaux et services du site.

## **10.2 Conditions d'exploitation**

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers par le bruit de ses équipements, l'approvisionnement des distributeurs.

L'exploitation des distributeurs est autorisée 24 heures /24.

Ils fonctionneront 7-jours/7, y compris les jours fériés.

Un planning horaire est proposé pour le réapprovisionnement, le nettoyage et la maintenance préventive des distributeurs sur le site.

## **10.3 Assurances**

Le concessionnaire doit souscrire une assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable, assurant tous les biens mis à sa disposition, notamment le local, les meubles, installations et matériels lui appartenant ou qu'il a sous sa garde, pour tout événement dommageable et notamment l'incendie, l'explosion et les dégâts des eaux.

- Une assurance incendies-explosions, garantissant pour leur valeur réelle, le matériel, mobiliers et contenu en général, appartenant au concessionnaire avec abandon de recours contre l'autorité concédante,
- Une assurance incendie couvrant les dommages aux immeubles à concurrence de trois (3) millions d'euros.

Le concessionnaire doit justifier d'une assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable garantissant sa responsabilité civile, couvrant d'une manière suffisante la responsabilité qu'elle peut encourir vis-à-vis des tiers à l'occasion des accidents corporels et matériels pouvant survenir du fait de son exploitation et notamment en matière d'intoxication alimentaire.

- Pour tous les cas où elle pourrait se trouver engagée et couvrant les dommages corporels, et les dommages matériels pour un montant en cohérence avec les risques pouvant survenir Dans le cadre du service.

Une copie de la police d'assurances est transmise à l'autorité concédante. Elle couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporel, matériel, immatériel) causés aux tiers.

Le concessionnaire doit faire apparaître dans la police souscrite l'engagement de la compagnie d'assurances ou du mandataire de notifier à l'autorité concédante toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.

Le concessionnaire doit soumettre à l'autorité concédante pour approbation les polices qui lui seront proposées.

Le concessionnaire acquitte les primes d'assurances à ses frais exclusivement et doit justifier de leur paiement sur demande de l'autorité concédante.

Le concessionnaire s'engage à fournir chaque année au plus tard le 1er février, l'ensemble des attestations d'assurances. De même, il devra fournir cette attestation sous huit (8) jours à compter de la date de notification.

Le concessionnaire est tenu d'informer le GHU APHP. Centre Université Paris Cité de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, et ceci dans les huit (8) jours qui suivent sa décision.

## **Article 11 : Dispositions relatives aux locaux**

### **11.1 Aménagement**

Le concessionnaire assume, sans aucune indemnité les travaux de toute nature que le GHU APHP. Centre Université Paris Cité juge nécessaire d'effectuer pendant la durée du contrat de concession. Les Distributeurs Automatiques peuvent ainsi être déplacés de façon provisoire ou définitive.

Le concessionnaire ne peut procéder à aucuns travaux en cours d'exécution des présentes sans l'approbation de l'Autorité concédante.

Pour l'installation des Distributeurs Automatiques, les emplacements sont définis par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité avec l'accord du service de sécurité générale du site. Les travaux de branchement électrique, les installations de conduites d'eau sont réalisés par les soins du GHU APHP. Centre Université Paris Cité aux frais de la société tant en ce qui concerne la main d'œuvre que la fourniture de matériel.

### **11.2 Etat des lieux**

Le concessionnaire dispose d'une durée de 2 mois pour réaliser les aménagements et mise en place des équipements.

A l'issue de cette période, un procès-verbal d'état des lieux est dressé entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire.

Le procès-verbal d'entrée en possession, ayant valeur contractuelle, dresse l'inventaire des matériels et équipements mis en place par le concessionnaire, avec n° de série et caractéristiques. Cet inventaire fait l'objet d'une mise à jour régulière à l'initiative du concessionnaire afin de régler le sort des biens de retour en fin de contrat, selon les modalités prévues. Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité procède annuellement à une vérification de cet inventaire. Il fixe la date effective de démarrage de la mise en service des Distributeurs Automatiques.

### **11.3 Les fluides**

L'AP - HP fournit en permanence et en quantité suffisante, l'électricité, l'eau et le chauffage nécessaires au bon fonctionnement des installations, dans la limite des puissances exigées et dans le cadre du bon fonctionnement de l'Hôpital Cochin et sites associés, ceci sous réserve de circonstances imprévisibles, exceptionnelles et extérieures.

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ni prétendre à indemnité en cas d'interruption dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

L'électricité et l'eau sont à la charge du concessionnaire.

La facturation est annuelle. Ces dépenses sont calculées au prorata du nombre de m<sup>2</sup> et des coûts standards de l'AP-HP.

### **11.4 Réparation et entretien**

Le concessionnaire assure les réparations et l'entretien courant des appareils installés.

Le concessionnaire maintient à ses frais en parfait état de propreté les locaux, installation et matériels. Il en est de même pour les itinéraires utilisés lors des opérations d'approvisionnement ou d'évacuation des objets ou emballages qui sont assurées directement par le concessionnaire.

La Direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit de procéder à tout moment à tout contrôle (techniques, hygiène, conditions de travail...).

## **Article 12 : Dispositions relatives au matériel**

Le concessionnaire s'engage à réaliser la maintenance, l'entretien et le nettoyage des appareils. Ceux-ci devront être d'une propreté rigoureuse. Les produits utilisés pour le nettoyage doivent être conformes à la législation en vigueur. Toutes constatations contraires entraîneraient la saisie des denrées en place.

Les appareils destinés à la distribution peuvent être munis de compteurs plombés dont les relevés sont effectués contradictoirement à des périodes fixes (mensuelles ou trimestrielles) arrêtées d'un commun accord entre la direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité et le concessionnaire.

L'inventaire des appareils et équipements mis en place par le concessionnaire est établi contradictoirement par la direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité et le concessionnaire.

Il est procédé annuellement par l'hôpital à une vérification de cet inventaire.

Le concessionnaire s'engage à renouveler autant que de besoin les appareils et à s'adapter aux modifications structurelles des sites (ajout, déplacement, retrait provisoire ou définitif d'un ou plusieurs Distributeurs Automatiques).

Le concessionnaire s'engage à installer autant que de besoin les appareils supplémentaires demandés par le GHU APHP CENTRE UNIVERSITE DE PARIS CITE, et de faire une restitution sur le chiffre d'affaire après 3mois d'exercice.

## **Article 13 : Caractéristiques des produits à la vente**

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, à tout moment, à la charge du concessionnaire, pour vérifier la conformité à la réglementation, les contrôles techniques portant sur la qualité et la préparation des denrées entrant dans la composition des divers produits proposés à la vente, l'hygiène générale des locaux, de fabrication et de préparation, la propreté du matériel utilisé ou la tenue du personnel.

Le concessionnaire s'engage à faire effectuer les analyses bactériologiques portant sur les denrées servies, par un laboratoire dûment agréé et à en communiquer les résultats à la direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

Dans le cas où les résultats des prélèvements ne seraient pas conformes à la réglementation en vigueur le concessionnaire s'engage à informer immédiatement la direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité et à mettre tous les moyens en œuvre pour apporter une action corrective dans les plus brefs délais.

Un contrôle bactériologique doit être effectué sur l'ensemble des Distributeurs Automatiques. En cas de non-conformité des résultats et dans l'attente d'une mesure corrective, les distributions de produits seront interrompues, le coût étant à la seule charge du concessionnaire.

## **Article 14 : Dispositions relatives à la fin du contrat**



La propriété des installations, et aménagements cessibles existants à la Date de l'échéance revient à l'Autorité concédante.

Le concessionnaire remet au GHU APHP. Centre Université Paris Cité, les locaux, et installations en bon état d'entretien, compte tenu d'un état normal de vétusté et selon les usages en vigueur dans la profession.

Un état des lieux et un inventaire sont établis contradictoirement entre les parties.

A l'expiration de la concession, ou dans le cas de résiliation pour une cause quelconque, la société doit enlever dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification qui lui est faite par l'AP - HP, son matériel et ses marchandises ou abandonner à l'hôpital, si celle-ci le préfère, et sans aucune indemnité de sa part, les aménagements, ou installations quelconques qu'elle a fait exécuter (éventuellement, en sus de l'aménagement initiale).

A défaut d'exécution de ces travaux de remise en état des lieux Dans le délai ci-dessus indiqué, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité ferait, le cas échéant, sans autre mise en demeure procéder d'office à cette remise en état, aux frais risques et périls de la société.

## **Article 15 : Résiliation**

La date retenue pour le début d'amortissement correspond à celle fixée par l'AP-HP telle que précisée à l'article 8.2 du présent Cahier des Clauses Particulières.

Le concessionnaire produira à l'AP-HP, les documents justificatifs afférents.

### **15.1 Résiliation anticipée pour faute**

En cas d'infraction grave ou d'inexécutions répétées des clauses et conditions des présentes, soit notamment :

- Non-respect des obligations résultant des cahiers des charges après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours ;
- Non-paiement de la redevance aux échéances prévues article 4.2, après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours ;
- Non-paiement des facturations et remboursements divers aux échéances prévus à l'article 4.4, après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse Dans un délai de huit (8) jours.

La présente concession peut être résiliée par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité sans indemnité, sous réserve de l'observation d'un délai d'un (1) mois après notification d'une mise en demeure restée tout ou partie inobservée.

Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours.

### **15.2 Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général**

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité peut, pour des motifs d'intérêt du service public hospitalier, résilier la présente concession, moyennant l'observation d'un préavis de six (6) mois, notifié au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le concessionnaire a le droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi. Dans le cadre de cette résiliation pour motif d'intérêt du service public hospitalier, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité s'engage :

- À indemniser, sur justificatifs, selon la méthode de l'amortissement linéaire, le préjudice résultant du retour à l'AP-HP, des biens et aménagements utiles financés par le concessionnaire. L'indemnité est fixée à la valeur nette comptable des investissements cessibles. La valeur prévisionnelle de ces investissements initiaux figure à la colonne cessible de l'annexe 2 de la présente concession ;
- À reprendre et à indemniser, selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur justificatifs, les autres équipements achetés initialement par le concessionnaire. La valeur prévisionnelle de ces équipements figure à la colonne non cessible de l'annexe 2 et l'indemnisation prendra en compte la valeur nette comptable de ces biens ;
- À verser au concessionnaire une indemnité correspondant à cinq pour cent (5%) du chiffre d'affaires année N-1 de l'exploitation de la concession pour le préjudice résultant du bénéfice manqué ;
- À rembourser au concessionnaire, sur justificatifs, les frais liés à la rupture des contrats de travail qui seraient, le cas échéants, résiliés.

## **15.2 Autres cas de résiliation anticipée**

Indépendamment des dispositions précitées, la résiliation du contrat, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants.

### **15.2.1 Redressement et liquidation judiciaire**

Le titulaire doit aviser le GHU APHP. Centre Université Paris Cité dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le contrat est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du contrat.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par l'hôpital à cette personne si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit du GHU APHP. Centre Université Paris Cité

### **15.2.2 Force majeure**

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

## Article 16 : Pénalités

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées, des pénalités (faisant l'objet d'un titre de recettes et ne pouvant donner lieu à déduction de la redevance) peuvent lui être infligées accompagnées s'il y a lieu, de dommages et intérêts envers les tiers intéressés ou l'autorité concédante.

Les pénalités suivantes seront applicables, par jour (PJ) sans mise en demeure au préalable, les calculs de délais seront établis à compter de l'envoi du signalement écrit sous quelque forme que ce soit.

Nature du manquement	Montant	Fréquence
Interruption totale ou partielle du service non justifiée par la force majeure.	200,00 €	PJ de retard
Non-respect des règles d'hygiène, planning non transmis	400,00 €	PJ de retard
Retard ou non productions documents prévus aux articles 9.2 et 9.3 (rapport annuel et rapport trimestriel).	200,00 €	PJ de retard
Retard de paiement de la redevance (article 7.4)	400,00 €	PJ de retard
Non déclaration de produits vendus	500,00 €	Par déclaration
Non-conformité contrôle contradictoire sur la prestation nettoyage et entretien des DA intérieur et extérieur des appareils et les abords (poubelles comprises)	200,00 €	PJ de retard
Non-conformité technique des appareils déployés	200,00 €	PJ et par appareil

Les pénalités peuvent se cumuler et ne sont pas assujetties à la TVA.

## Article 17 : Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer. Toute contestation par l'une des parties relatives à l'interprétation ou à l'exécution des stipulations figurant aux présentes pourra faire l'objet d'une conciliation.

Ainsi, dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception d'un courrier recommandé décrivant les points de désaccord et les stipulations en cause, les parties pourront convenir d'une concertation, dans un lieu convenu entre elles, et en présence de représentants dûment désignés pour les représenter.

En l'absence d'accord entre les parties, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente concession sera soumis au Tribunal Administratif de Paris.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.  
Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46